

La Vie Internationale

471550

Les Chances de Paix

Soulignons une fois de plus l'importance et les conclusions encore théoriques mais précises de la Conférence de Londres et de la proposition Schuman. C'est la première fois en temps de paix depuis la première guerre que les Démocraties posent les principes d'une action commune. Les résultats, comme tout ce qui peut changer la face du monde et bouleverser des habitudes ont été noyés sous un flot de commentaires variés et contradictoires qui montrent qu'ils ne sont pas du goût de tout le monde. Tous les intérêts, tous les partis ont élevés des objections et cherché à minimiser les résolutions prises. Tant qu'il s'agissait de créer des organisations, des comités, des commissions, d'études, d'élaborer des plans abstraits, tout le monde applaudissait. Il s'agit à présent d'action et on prend peur. On sent que de puissantes volontés s'efforcent d'aboutir. Réussira-t-on à les briser ?

Les résolutions de Londres.

De quoi s'agit-il ? Sur le plan militaire d'abord de procéder à une fusion des programmes particuliers des participants du Pacte atlantique, coordonner les armements et spécialiser la tâche de chacun. Il y aura à Londres un conseil permanent des suppléants des Ministres des Affaires étrangères, aidé d'un Comité d'experts qui préparera la formation d'une armée internationale.

En cas de guerre ces différentes forces militaires agiront dès le premier jour comme une force unique au lieu de ne le faire inévitablement qu'après de cruelles expériences dans le désordre initial. Cette unification militaire s'accompagnera d'une coordination des ressources économiques et financières. Ainsi, comme les Etats-Unis et le Canada participent au programme ils se trouvent liés de façon permanente et définitive aux pays du continent européen dans les trois domaines et les Etats-Unis ont pris l'engagement, après l'expiration du plan Marshall, en 52, de continuer sous la forme requise, Paide à l'Europe, ce qui est de toute importance.

Objections.

D'où viennent les objections ? D'abord l'engagement des Etats-Unis vis à vis de l'Europe et leur participation à l'O.E.C.E. impliquent qu'ils vont jouer un rôle prépondérant dans l'organisation. La présidence du Conseil des suppléants reviendra à un Américain. Les différents

pays et d'ailleurs les Etats-Unis eux-mêmes, devront renoncer à une part de leur souveraineté. On comprend qu'à Londres l'enthousiasme soit modéré.

Secundo il a été question à la conférence d'augmenter les budgets militaires des différents pays ce qui sera très difficile à obtenir, dans l'actuel climat social.

Neutralité ?

Certes il y a les neutres en fait ou en puissance qui voudraient le rester ou le devenir ; la presse suisse est bien éloquente à cet égard et en France comme en Allemagne, des courants puissants venus de haut poussent à une Europe neutre, une troisième force qui assisterait au duel des deux colosses. Les articles de M. Gilson dans le « Monde » ont fait du bruit ; la thèse de la neutralité est exposée avec art ; elle est séduisante. Malheureusement cette neutralité ne dépend pas de nous. Si la Suisse ne fut pas envahie par Hitler c'est que les nazis prévoyants y avaient casé leurs coffres-forts.

Cet espoir est vain avec Staline et ses adjoints. Une neutralité doit être appuyée par une force suffisante pour la défendre et ce n'est pas le cas. Autrement ce n'est que du défaitisme camouflé. C'est peut-être là le fin mot : neutre ou pas, pense-t-on, cela n'y changera rien. Autant alors, se dire neutres, c'est une chance, si infime qu'elle soit, de le rester.

Tout revient à ceci : l'Europe est-elle défendable ? Les Etats-Unis et l'embryon d'armée européenne ont-ils une chance d'arrêter l'invasion ? En Amérique on semble le croire. Le général Bradley pense d'ailleurs que si l'Europe était abandonnée elle serait perdue pour toujours. Une reconquête comme celle de 44 est aujourd'hui techniquement impossible. On ne se fait pas d'illusion sur la valeur militaire d'une armée européenne qui ne sera au point que dans quatre ans et l'on se demande si cela vaut de se soumettre aux conditions d'une coalition qui mettra dans tous les domaines militaire, économique et financier les Etats-Unis à la direction du monde occidental. Voilà le fond du problème déguisé par tant d'arguments.

Mais a-t-on le choix ? Si les Européens et en particulier la France avaient eu dès la libération une politique économique et financière qui eût assuré leur indépendance peut-être, mais aujourd'hui chacun sait bien, s'il

est de bonne foi, que nous ne pouvons vivre qu'aides. Alors il faut en prendre son parti. Il est trop tard pour en changer et à tout prendre, y aurait-on intérêt ?

La crise Soviétique.

Nous ne parlerons pas du voyage de Trygve Lie à Moscou. L'occasion ne manquera pas quand les résultats en seront proclamés. On peut fonder quelques espoirs de paix sur la crise dont nous avons analysé divers aspects et qui secoue l'Union Soviétique. Un véritable raz de marée a bouleversé les hautes sphères du Kremlin et à notre connaissance les français n'en ont rien su. En quelques semaines tous les ministres russes dirigeant l'agriculture et l'industrie ont été liquidés, après Vosnezenski, maître du plan.

La faiblesse du rendement agricole inférieur à celui d'avant guerre permet à peine à la population d'être nourrie et avec 380 millions de quintaux de blé, il n'est pas question d'exporter. Mais encore la production d'acier est en déficit de 10 pour cent, celle du charbon et du pétrole de douze. Le parti accuse la bureaucratie et réciproquement.

En regard des 60 millions de tonnes d'acier et de pétrole que Staline en 1946 attendait du plan quinquennal on est au maximum à 23 pour l'un à 31 pour l'autre. Le budget de l'U.R.S.S. même avec l'addition de « l'emprunt » n'est que de 200 et quelques milliards de roubles pas beaucoup plus pratiquement que le nôtre si l'on compte le Rouble entre 10 et 15 francs de son pouvoir d'achat, et avec cela il faut forger et entretenir la première armée du monde.

Si nombreux que soient les esclaves et si misérables que soient les autres on ne peut qu'admirer — sincèrement — le tour de force que cela représente. Les chiffres que nous donnons montrent cependant que l'U.R.S.S. s'épuise à cet effort. Sa capacité économique inférieure à celle de la France et de l'Angleterre réunies ne peut suffire pour une telle machine de guerre ; les épurations n'y feront rien et les Russes eux-mêmes s'en rendent compte.

CRITON.